

CAP Locales des 06 et 07/11/2017

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Le programme « Action Publique 2022 » et le « Grand forum de l'action publique » attaquent frontalement et conjointement nos missions et nos statuts.

Le premier prend ostensiblement la forme d'une grande braderie du service public mais aussi des missions de l'État régalien.

Le second initie un débat qui relève clairement de la foire aux propositions démagogiques et irresponsables pour en finir avec les statuts nationaux.

Le tout sous la forte pression des milieux patronaux et de la Commission européenne.

La Fédération Générale des Fonctionnaires FO, organisation majoritaire, exige l'arrêt immédiat de ces démarches.

A tous points de vue, statuts comme missions, notre administration et ses fonctionnaires ont tout à craindre de ces attaques portées par le gouvernement.

Si cela ne suffisait pas, la DGFIP a choisi cet automne pour remettre en cause les règles de mutations !

La CAP de ce jour est la conséquence des restructurations menées à marche forcée. Les agents de la DRFiP du Rhône en ont marre des chamboulements à répétition qui usent les personnes et déstabilisent les services. Elles visent à fusionner pour mieux supprimer demain. Le processus n'est que trop connu. Certains agents, par exemple subissent leur troisième fermeture de site, la deuxième en un an !

Sur tous ces motifs, les fonctionnaires de la DRFiP du Rhône ont été massivement en grève le 10 octobre. Près de 2 sur 5 étaient en grève pour exiger l'arrêt immédiat de ces attaques et revendiquer la hausse immédiate de la valeur du point d'indice. Plusieurs services étaient fermés avec 100 % de grévistes. Ces chiffres sont sans précédent depuis plus de sept ans mais ne constituent certainement qu'une étape avant que les annonces gouvernementales ne se précisent. Chose curieuse, inhabituelle, la DRFiP, via Ulysse 69 n'a pas jugé utile de communiquer sur les résultats de cette journée de grève...

Lyon, le 6 novembre 2017